

COUR D'APPEL DE PARIS
ARRÊT DU 03 novembre 2020

Pôle 5 - Chambre 1
(n° 101/2020, 3 pages)

Numéro d'inscription au répertoire général : **18/01430 - N° Portalis**
35L7-V-B7C-B42UC

Décision déferée à la Cour : Décision du 20 octobre 2017 -Institut National de la Propriété Industrielle - RG n° CCP15C0051

DÉCLARANTE AU RECOURS

Société GENENTECH INC,

Société ('corporation') de droit américain, organisée selon les lois de l'état du Delaware dont le siège social est situé 251 Little Falls Drive, Wilmington DE 19808 County of New Castle, ETATS UNIS D'AMERIQUE représentée par son Board of Directors

Élisant domicile au cabinet HOYNG ROKH MONEGIER avocats à la Cour

[...]

75008 PARIS

Représentée par Me Sophie MICALLEF de l'AARPI HOYNG ROKH MONEGIER VERON, avocat au barreau de PARIS, toque : P0512

Assistée de Me Anaïs P de l'AARPI HOYNG ROKH MONEGIER VERON, avocat au barreau de PARIS, toque : P0512

EN PRÉSENCE DE :

MONSIEUR L GENERAL DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

[...]

CS 50001

92677 COURBEVOIE CEDEX

Représenté par Virginie LANDAIS, chargée de mission, munie d'un pouvoir général

COMPOSITION DE LA COUR :

L'affaire a été débattue le 22 septembre 2020, en audience publique, devant la Cour composée de :

Mme Isabelle DOUILLET, Présidente

Mme Françoise BARUTEL, Conseillère

Mme Deborah BOHEE, Conseillère

qui en ont délibéré.

Greffier, lors des débats : **Mme K A**

EN PRÉSENCE DU MINISTÈRE PUBLIC auquel l'affaire a été communiquée, représenté lors des débats par Brigitte G, substitut général, qui a fait connaître son avis,

ARRÊT :

- Contradictoire
- par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.
- signé par Isabelle DOUILLET, Présidente et par K A, Greffier, auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

Vu la décision du 20 octobre 2017, par laquelle le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), a rejeté la demande de certificat complémentaire de protection formée le 10 juillet 2015 par la société de droit américain GENENTECH Inc. sur la base du brevet européen n° EP 1 641 822,

Vu le recours formé le 19 janvier 2018 par la société GENENTECH Inc.,

Vu les conclusions de désistement de la société GENENTECH Inc. déposées au greffe le 2 juin 2020,

Vu l'absence d'opposition du directeur général de l'INPI,

Le ministère public entendu en ses observations orales,

SUR CE,

En l'absence d'opposition il convient de déclarer parfait le désistement de la société requérante, et de constater en conséquence l'extinction de l'instance et le dessaisissement de la cour.

PAR CES MOTIFS, LA COUR,

Déclare parfait le désistement de la société GENENTECH Inc. ;

Constata l'extinction de l'instance et le dessaisissement de la cour ;

Dit que le présent arrêt sera notifié par le greffe aux parties et au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle, par lettre recommandée avec accusé de réception.